Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 27 (1925)
Heft: 18

Artikel: Réflexions sur les élections fédérales
Autor: Martin, William
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-748738

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ihre größten kulturellen und ökonomischen Güter verdankt die Menschheit nicht dem Staat, sondern ihrer eigenen Initiative, ihrer eigenen Tatkraft und ihrem eigenen Fleiße.

HERMANN KURZ

RÉFLEXIONS SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Il n'est pas trop tard pour revenir en quelques mots sur les élections fédérales du 25 octobre, en se plaçant à un point de vue un peu plus élevé que celui des partis. Ce qui frappe dans le résultat des élections, c'est d'une part le nombre considérable des abstentionnistes, d'autre part l'avance socialiste.

Il ne semble pas que l'abstentionnisme ait en Suisse, autant que dans les autres pays, la signification d'un désintéressement politique. Il serait extrêmement intéressant de pouvoir déterminer, une fois, avec quelque exactitude quels sont les gens qui s'abstiennent de voter. Chaque parti croit que ce sont ses partisans; mais lorsqu'on fait l'expérience de vote obligatoire, comme ce fut le cas au cours de cette élection même, dans le canton de Vaud, on s'aperçoit que le déplacement des voix est faible. Il est donc probable que les abstentionnistes se répartissent assez exactement entre les divers partis. Toutefois, ils doivent être un peu plus nombreux parmi les socialistes, dont la clientèle est urbaine, que parmi les groupes dont la clientèle est surtout paysanne.

La véritable cause de l'abstentionnisme en Suisse paraît être, qu'on excuse le paradoxe, la démocratie directe. Le peuple suisse tient en mains lui-même ses propres destinées. Il sait que, dans tous les cas où une décision importante aura été prise par les Chambres, il possède le moyen de se la faire soumettre et de donner son avis en dernier ressort. Dans ces conditions, les députés aux Chambres sont des mandataires pour les affaires mineures et on comprend assez que leur élection ne passionne pas les foules.

On dira que c'est là une vue tout à fait inexacte, et nous en tombons d'accord. Le gouvernement d'un pays n'est pas fait de quelques actes sensationnels. Il est fait, au jour le jour, d'un

grand nombre de petites décisions, peu importantes en apparence, et dont la masse constitue la vie même de la nation. Mais il est naturel que le peuple ne voie pas cela avec netteté et que les élections lui apparaissent secondaires, à côté et à cause même des votations. La démocratie directe a tué chez nous la démocratie représentative.

Au surplus, ce phénomène n'est pas moderne et l'on peut dire que nous avons vécu une fois déjà cette évolution sous l'ancien régime, lorsque, grâce aux *landsgemeinden*, un certain nombre de familles avaient pu tirer à elles, dans les cantons démocratiques, toute la réalité du pouvoir.

En second lieu, le système électoral que le peuple suisse s'est donné est de nature à calmer les passions et non pas à les exciter. Dans une élection au scrutin de liste et à la majorité absolue, chaque électeur a le sentiment net de sa responsabilité. Son vote peut modifier l'orientation même de la politique du pays. Dans le système proportionnel, au contraire, l'enjeu de la lutte ne peut être, au maximum, qu'un seul député et encore faut-il pour cela un concours de circonstances exceptionnelles. Quant au nom des élus ce sont les comités électoraux qui, grâce au cumul, les déterminent. Le système proportionnel ainsi pratiqué, peut avoir une supériorité théorique sur le système majoritaire au point de vue de l'équité; peut-être même a-t-il des avantages pratiques en soustrayant la politique du pays aux changements brusques. Mais, on ne peut pas se dissimuler qu'il est créateur d'abstention en diminuant systématiquement l'enjeu de la lutte électorale.

Le peuple suisse, au surplus, a confiance dans ses représentants et n'éprouve pas le besoin de les changer. C'est là une raison de plus qui le pousse à l'abstention. Dans des élections extrêmement disputées, où les partis sont dressés les une contre les autres, où des personnalités accentuées sont en jeu, on peut espérer passionner le peuple et l'amener au scrutin presque jusqu'au dernier homme. Mais, lorsque les électeurs, sans être enchantés de leurs représentants, en sont contents, lorsqu'ils n'ont rien à leur reprocher, mais qu'ils n'éprouvent pas le besoin de leur manifester une satisfaction éclatante, il est naturel que la paresse l'emporte et que beaucoup préfèrent rester chez eux.

Conservateur en toutes choses, le peuple suisse l'est particulièrement dans les questions de personnes. Peut-être est-ce là, de sa part, de la sagesse et du scepticisme. Il sait que ses représentants n'ont pas de grandes qualités, mais qu'ils n'ont pas non plus de grands vices. Il sait qu'en changeant, ce serait toujours la même chose et chaque électeur s'en remet assez volontiers aux autres du soin de choisir des représentants qui ne pourront faire ni grand bien, ni grand mal.

Sur ce point aussi, l'histoire nous donne des enseignements. La Suisse a toujours été une démocratie en marche vers l'oligarchie. Le phénomène est moins clair à nos yeux qu'il ne l'a été au XVIIIe siècle, parce que les constitutions modernes opposent toutes sortes de barrières à la formation rapide d'une classe oligarchique et aussi parce que nous ne voyons pas encore l'aboutissement de ce mouvement. Mais, à qui sait observer, il ne peut pas échapper que les affaires publiques sont, dans nos cantons et à Berne, entre les mains d'un petit nombre de gens, généralement compétents et qui sont à peu près seuls à s'y intéresser. La grande masse du peuple n'est pas vraiment atteinte par la passion politique.

Enfin, ce n'est pas seulement à l'égard des hommes que le peuple suisse ressent quelque scepticisme, c'est, davantage encore, à l'égard des partis. Nous avons tous fait cette expérience. Presque chacun de nous vote pour un parti dont il n'est pas content pour cette raison unique qu'il serait un peu moins content des autres partis. Il n'y a plus, dans notre peuple, de partisans. Il n'y a plus ou presque plus de gens qui croient entièrement à la supériorité du parti auquel ils appartiennent. Presque tous votent par habitude, ou choisissent le moindre mal.

Il est clair que ce n'est pas là une raison suffisante de faire un gros effort et ce qui peut étonner, lorsqu'on a conscience de cet état d'esprit, ce n'est pas que le nombre des abstentionnistes soit si grand en Suisse, c'est qu'à tout prendre, il y ait encore tant d'électeurs qui votent.

*

La deuxième caractéristique de ces élections, c'est l'avance du parti socialiste. Pour qui connaît la faible amplitude de nos

mouvements d'opinion, un gain de six sièges, et même de sept en y comprenant le communiste, doit apparaître comme une indication très nette de l'orientation politique de notre peuple à cette heure.

Ce n'est pas là, à vrai dire, un phénomène entièrement nouveau. D'élection en élection, depuis quelques décades, les socialistes ont constamment gagné des sièges. Ce progrès pouvait s'expliquer, en partie, jusqu'ici par des raisons purement économiques, car il est normal que la courbe des voix socialistes suive, en quelque mesure, la courbe de notre industrialisation progressive et du nombre de nos ouvriers urbains.

Aujourd'hui, cependant, il paraît avoir un caractère différent. Tout d'abord, au cours des trois dernières années, l'industrialisation de la Suisse ne s'est pas accentuée. Bien que nous n'ayons pas à ce sujet de statistiques précises, on pourrait croire que c'est plutôt le contraire qui s'est produit. La crise économique a dû modifier, au détriment de l'industrie et au profit de l'agriculture, la proportion des travailleurs suisses.

En outre, jusqu'à présent, les voix socialistes avaient toujours été gagnées sur le parti radical. On pouvait voir là une accentuation des opinions au sein de la gauche – un certain nombre des éléments qui se trouvent à la frontière des deux partis se détachant de l'un pour rejoindre l'autre.

Ce qui s'est passé cette année est bien différent. Le parti radical n'a pas perdu de siège. Pour la première fois depuis longtemps, il en a même gagné un ou deux et les gains socialistes ont tous été réalisés sur les partis de droite: catholiques, libéraux et paysans.

De plus, circonstance particulièrement caractéristique, ils ont été réalisés, en partie du moins, à la campagne. Dans le canton de Vaud et de Berne, par exemple, la vague rouge atteint des villages qui, jusqu'alors étaient restés complètement à l'abri de toute propagande socialiste. Purement industrielle jusqu'ici, l'extrême-gauche devient maintenant dans une certaine mesure. un parti agraire. C'est là un fait auquel nous devons prêter la plus grande attention. Le peuple suisse est essentiellement un peuple d'agriculteurs et quelle que soit l'évolution économique de l'avenir, il le restera. Aussi longtemps que

le socialisme n'avait d'adhérents que dans les villes, il lui était impossible de parvenir jamais à dominer l'âme de ce pays. Mais dès l'instant qu'il commence à s'infiltrer dans les campagnes, rien n'empêche, au moins en théorie qu'il arrive un jour à conquérir la majorité. Nous n'en sommes pas là. D'ici là, il pourra se passer bien des choses imprévisibles. Mais ce qui était hier une impossibilité a cessé de l'être.

Ce qui frappe enfin dans ces élections, c'est le recul des droites. Les socialistes, qui sont un parti d'opposition, ont réalisé leurs gains sur les autres partis d'opposition. Tel est le fait; il contient en lui-même son explication. Les partis de droite, qui devraient être, en face de la majorité radicale du gouvernement, des partis d'opposition ont cessé de jouer ce rôle en réalité. Les catholiques ont cessé de faire de l'opposition le jour où M. Zemp est entré au Conseil fédéral, et au cours de ces dernières années, ils se sont montrés ministériels à un point qui a paru exagéré à beaucoup de leurs électeurs.

Les libéraux conservateurs des villes protestantes ont suivi une évolution analogue. Sans doute ils font une opposition assez vive à la politique économique de M. Schulthess. Mais ils la font d'une façon surtout négative, au nom de principes économiques qui ne paraissent plus répondre entièrement aux nécessités actuelles et qui, en tout cas, n'ont plus la faveur des peuples modernes.

Quant à présenter des solutions positives que l'on puisse substituer aux solutions gouvernementales, il semble que les libéraux, au cours de ces dernières années, n'y ont guère songé. Le résultat a été de les diviser; une partie d'entre eux se rallient, sur tel ou tel point, à la politique du gouvernement, les autres la combattent sans qu'il y ait dans ces diverses positions une logique et une constance inébranlables.

Le groupe libéral qui, depuis fort longtemps, est très faible en nombre, aurait pu jouer aux Chambres fédérales, par la qualité de ses représentants, un rôle considérable, s'il était resté uni et s'il avait parlé au nom de principes bien établis et conformes aux nécessités de l'heure. Cela n'a malheureusement pas été le cas. Il ne suffit pas de vouloir faire de la bonne politique financière pour être dispensé d'avoir des idées en matière

sociale. Une chose ne remplace pas l'autre. La politique financière est une nécessité, mais la politique sociale en est une autre. L'art du gouvernement consiste aujourd'hui non pas à préférer l'une à l'autre, mais à les accorder, non pas à subordonner la politique sociale aux finances, mais à les coordonner.

Enfin, le parti paysan, au moment où il s'est séparé avec quelque éclat du parti radical, avait semblé destiné à former une opposition vivante et réelle. Important par les effectifs dont il disposait, plus peut-être que par ses chefs, il était en position d'exercer sur le gouvernement un contrôle effectif. Sa seule apparition avait brisé la majorité gouvernementale et beaucoup de gens, même parmi ceux qui ne sont pas des agrariens, ont pu penser un instant que ce serait là un bienfait pour notre politique nationale.

Hélas, exclusivement préoccupés de questions économiques et de gains immédiats, les paysans n'ont pas songé une minute à jouer le rôle de groupe d'opposition qui semblait leur être dévolu par la nature des choses. Ils n'ont songé qu'à retirer de plus grands bénéfices de l'exercice du pouvoir.

C'est ainsi que, par la faillite de cette dernière expérience, et par la docilité des oppositions traditionnelles, nous avons manqué cette dernière chance de créer au Conseil national une opposition bourgeoise et de voir notre parlement exercer un contrôle réel sur le gouvernement comme c'est le cas, par exemple, en Angleterre, dans la patrie du loyalisme constitutionnel.

Les partis bougeois se sont groupés pour combattre mieux le socialisme. Par un retour des choses, comme il s'en produit souvent, le résultat a été de faire apparaître le parti socialiste comme le refuge de tous les mécontents – ils sont légion.

Ce qui caractérise notre politique, on l'a dit bien souvent, c'est l'absence de contrôle. Le gouvernement fédéral est sans exagération le gouvernement le plus autocratique du monde. C'est même le seul gouvernement autocratique de l'heure présente. M. Mussolini est obligé de tenir compte de l'opinion publique dans une mesure bien plus grande que M. Schulthess.

Il était fatal qu'à la longue, le peuple suisse se fatiguât d'être toujours ministériel; il était fatal, dans la crise économique et

sociale que nous traversons, qu'un nombre d'esprits, toujours croissant recherchassent un parti, libre de toute attache avec le gouvernement et capable de dire hautement sa pensée sur la politique du Conseil fédéral.

Tout esprit de bonne foi, même s'il n'est pas socialiste — et tel est notre cas — devra reconnaître qu'il n'y a pas à l'heure actuelle aux Chambres fédérales, d'autre parti capable de jouer ce rôle et décidé à le jouer. Nous le regrettons, quand à nous, car il n'est pas sain pour le pays de donner à un grand nombre de citoyens l'idée qu'ils n'ont d'autre choix que de voter la liste socialiste ou de s'abstenir. Telle est la signification du dernier scrutin fédéral.

Nous ne pouvons pas ici en examiner les conséquences. L'une cependant apparaît clairement. Les socialistes sont maintenant le second groupe du Conseil national par le nombre. En bonne logique, ils ont droit à un siège au Conseil fédéral. Si les partis bourgeois ne le leur accordent pas, ils commettent une faute, car il n'est pas bon de tenir à l'écart des responsabilités du pouvoir un nombre aussi considérable de citoyens. Si les socialistes acceptent ce siège, ils commettront une faute, à leur point de vue, car ils cesseront d'être un parti d'opposition et ils verront fatalement se former un groupement nouveau qui jouera ce rôle. Telle est, en deux mots, la question qui, dans l'ordre parlementaire, va se poser à nous dès la rentrée des chambres.

WILLIAM MARTIN